

BAROMETRE de la métropole nantaise

12 Edition AVRIL 2014



Le baromètre présente une vision synthétique régulière des tendances du marché de l'emploi sur la métropole nantaise.

MARCHE DU TRAVAIL

Publics et territoire

Le marché du travail désigne l'opération de rencontre entre les offres et les demandes d'emploi sur un territoire défini.

DEFM : Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois. Catégorie A : personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, sans aucune activité réduite ; Catégorie B : avec une activité réduite de courte durée (78 heures ou moins) ; Catégorie C : avec une activité réduite moyenne ou de longue durée (plus de 78 heures)

Situation de l'emploi au 31 décembre 2013

(Source : Pôle Emploi Pays de la Loire, données brutes)

	Déc. 2013	Poids	Evolution Annuelle Déc. 2012 – Déc. 2013
DEFM (Cat A) France Métropolitaine	3 371 971	-	+5.6%
DEFM (Cat A) Pays de Loire	166 702	-	+7%
DEFM (cat. A) Métropole nantaise	32 455	60.4% ABC	+9.7%
dont moins de 25 ans	5 580	17.2%	+5%
dont 50 ans et plus	5 607	17.3%	+13.1%
dont Femmes	15 192	46.8%	+9.5%
dont DELD	10 560	32.5%	+21.1%
Dont Bénéficiaires du RMI-RSA	8 362	25.8%	+19.4%
Dont Publics ZUS	4 590	14.1%	+9.6%
DEFM (cat.B)	8 461	26.1% ABC	+8%
DEFM (cat.C)	12 826	23.9% ABC	+14.2%
DEFM (cat.A+B+C)	53 742		+10.4%

Commentaires : Evolution annuelle

→ Evolution annuelle en effectifs entre les mois de décembre 2012 et décembre 2013 :

Nous observons une hausse de 2 859 de la DEFM de catégorie A (DEFM A). Pour rappel, la hausse atteignait +3 343 en septembre. Selon des publics ciblés parmi la DEFM A :

- + 1 840 DEFM A DELD (rappel : + 1 420 en sept) ; leur part augmente de 3 points.
- + 1 314 DEFM A femmes (rappel : + 1 483 en sept) ; leur part baisse de 0.1 points.
- + 648 DEFM A de 50 ans et plus (rappel : + 548 en sept) ; leur part augmente de 1.3 points.
- + 264 DEFM A de moins de 25 ans (rappel : + 605 en sept) ; leur part baisse de 0.8 points.

Tous ces publics ciblés sont en augmentation entre décembre 2012 et décembre 2013. La plus forte hausse en effectifs concerne les DELD, dont la part est en très nette augmentation. Nette amélioration pour les jeunes de moins de 25 ans.

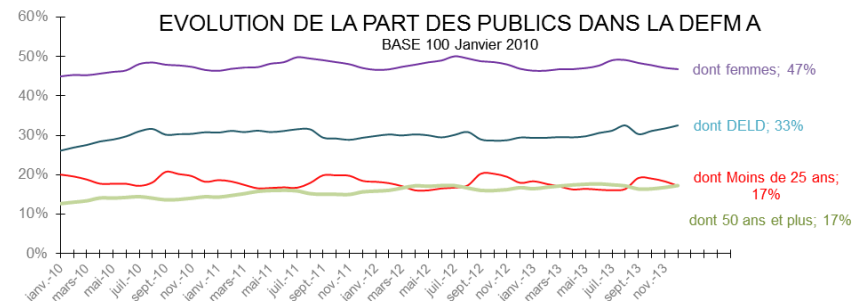
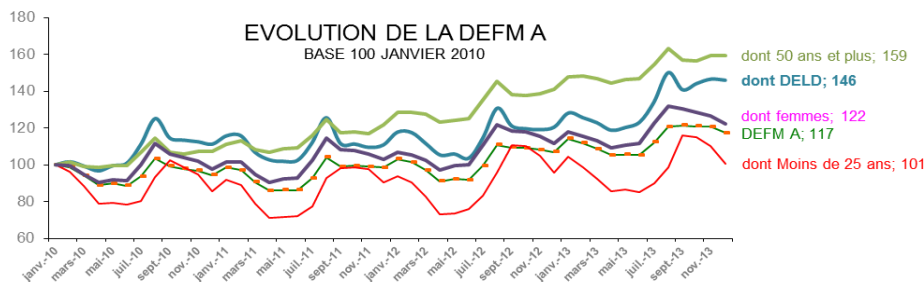
→ Evolution annuelle en pourcentages entre les mois de décembre 2012 et décembre 2013:

A décembre 2013 : 27^{ème} mois d'augmentation annuelle de la DEFM A sur Nantes Métropole (+9.7%) mais moins forte qu'en septembre (+11%).

✓ L'évolution annuelle de la DEFM A sur l'agglomération nantaise est moins favorable que pour la France Métropolitaine (+5.6%), la Région (+7%) et le département (+9.1%).

Une nette amélioration par rapport à septembre est observée pour tous les territoires.

✓ Parmi les publics ciblés : Seuls les DELD affichent une hausse plus forte en décembre qu'en septembre (+4.9 points).

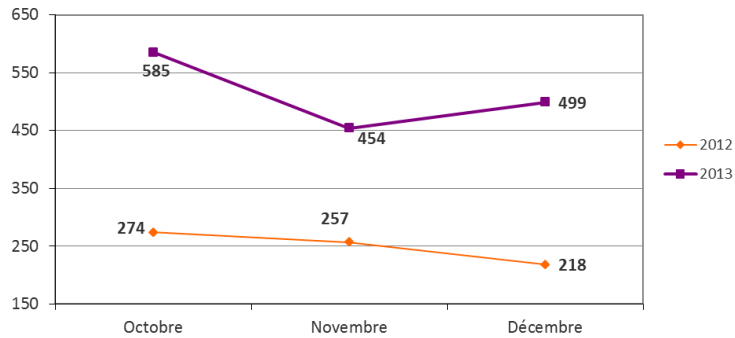


Publics et territoire au 31 Décembre 2013

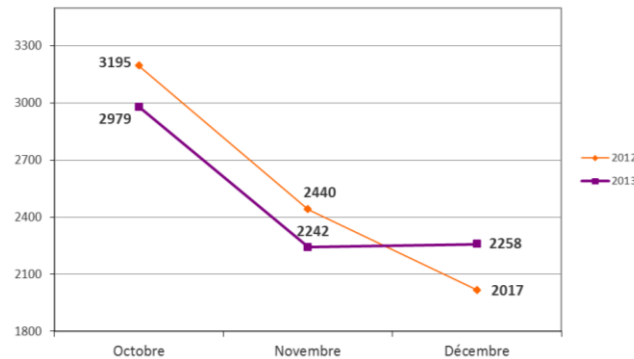
Publics accueillis par la Maison de l'emploi dans les cyber-bases emploi

Source : Maison de l'emploi

Nombre d'inscriptions - Octobre à décembre (2012/2013)



Nombre de visites - Octobre à décembre (2012/2013)

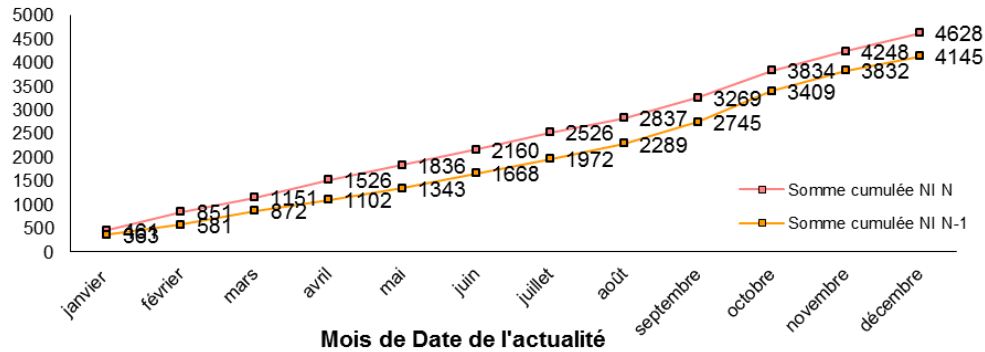


Sites	Visites cumulées	Usagers
Bellevue	1118	784
Dervallières	734	478
Est	711	497
Malakoff	1415	833
Nord	1039	695
Rezé	389	269
Sillon	836	483
Centre	1237	649
Total	7479	4688

Commentaires : Sur ce dernier trimestre 2013, on peut noter une importante augmentation de nouveaux inscrits par rapport à 2012. Cependant, le nombre de visites est légèrement moins important en 2013 qu'en 2012.

Jeunes accueillis par la Mission Locale au 31 Décembre 2013

Source : Mission Locale



☺ Suivis : Nombre de jeunes ayant eu au moins une activité sur la période (de type entretien individuel, ateliers, informations collectives)

	Femmes	Hommes	Total	Evol.2 013//2 012
Nombre de jeunes Nouveaux inscrits	2239	2389	4628	12%
* dont niveau V et infra	1056	1444	2500	16%
Suivis	4657	4876	9533	11%
* dont niveau V et infra	2666	3395	6061	12%

Commentaires : Une année 2013 comportant une progression des nouvelles inscriptions au regard de l'année 2012, pour finir en Décembre à +12%.

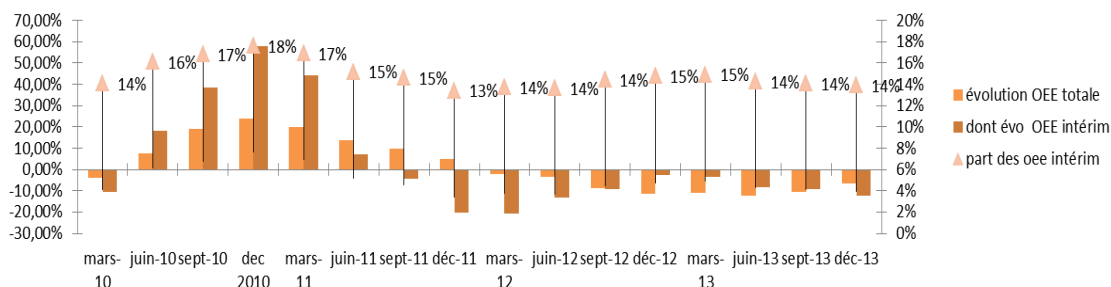
EMPLOIS et territoire

Offres d'emploi Pôle Emploi au 31 Décembre 2013

	Cumul Janv. 2013 à Déc. 2013	Poids	Evolution cumulée annuelle Janv. 2013 à Déc. 2013
OEE – Offres d'Emploi Enregistrées	40 145		-6.8%
- dont industrie	1591	4%	-21.4%
- dont BTP	792	2%	-29.8%
- dont Tertiaire	36 500	90.9%	-6.4%
- dont durables	21 172	52.7%	-4.4%
- dont temporaires	12018	29.9%	-15%
- dont occasionnelles	6955	17.3%	+2.3%
- dont OEE intérim	5 580	13.9%	-12.3%

Source : Pôle emploi

Evolution des OEE cumulées en année glissante dont OEE intérim



Emploi durable tel que défini par Pôle Emploi : Offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi, correspondant à des contrats d'une durée supérieure à 6 mois (CDI, CDD).
Emploi temporaire : Offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi, correspondant à des contrats d'une durée comprise entre 1 et 6 mois (CDD, missions).
Emploi occasionnel : Offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi, correspondant à des contrats d'une durée inférieure à un mois (CDD, missions contrats saisonniers).

Commentaires :

- ✓ Pôle Emploi a collecté 40 145 offres entre Janvier 2013 et Décembre 2013.
- ✓ Les offres d'emploi collectées par Pôle Emploi ont diminué de 6.8 % en un an alors que la Demande d'emploi (cat A) augmente dans le même temps de 9.7 %.
- ✓ Le secteur du BTP enregistre à nouveau la plus faible baisse (près de 30% entre janvier et décembre 2013). Son poids reste cependant le moins important (2%).
- ✓ Les offres d'emploi de type contrats durables représentent toujours la plus importante part des offres (plus d'une offre sur deux). Viennent ensuite les offres temporaires (une offre sur trois). Mais sur une année glissante, ces offres d'emplois sont - à nouveau ce trimestre - celles qui enregistrent la plus forte diminution (-15%).
- ✓ Le nombre d'offres intérimaires cumulées entre Janvier 2013 et Décembre 2013 s'établit à 5580. Sur un an, les offres d'emploi intérimaires affichent toujours des pertes élevées (-12.3%).

ACTUALITES ECONOMIQUES

Défaillances d'entreprises Tribunal de commerce de Nantes

Procédures collectives cumulées depuis le 1^{er} janvier

Données au 01 janvier 2013 et au 31 décembre 2013

	Du 1 ^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011	Du 1 ^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012	Du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013	Evolution 2010/2011	Evolution 2011/2012	Evolution 2012/2013
Procédures collectives cumulées depuis le 1 ^{er} janvier	NC	653	802	NC	NC	+22.8%

Ces procédures permettent d'affronter les menaces de disparition de l'entreprise ou organisent sa liquidation lorsque celle-ci est devenue inévitable. Sorte de redressement anticipé la procédure de sauvegarde permet de résoudre les difficultés de l'entreprise dans un cadre judiciaire si l'entreprise n'est pas encore en état de cessation des paiements. Dans le cas contraire, l'entreprise devra déclarer sa cessation de paiement en vue de bénéficier d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Ces procédures peuvent également être ouvertes sur l'assignation d'un créancier qui saisira le Tribunal ou bien sur saisine d'office de ce dernier. Le nombre Total d'ouvertures de procédures collectives comprend :
 Le nombre de jugements d'ouvertures de sauvegarde
 Le nombre de jugements d'ouvertures de redressements judiciaires
 Le nombre de jugements d'ouvertures de liquidations judiciaires
 Le nombre de jugements d'ouvertures sur résolutions de plan

Commentaires :

Le nombre de procédures collectives cumulées depuis le 1^{er} janvier augmente de 22.8% entre décembre 2012 et décembre 2013.

ACTUALITES ECONOMIQUES

 L'activité économique consiste en la production, la distribution, l'échange et la consommation de biens et services.

Tendances nationales de l'emploi

Signature d'un protocole pour l'insertion des jeunes issus de l'enseignement supérieur (Liaisons sociales 28/02/2014) Le ministre du travail, Michel Sapin, et la ministre de l'Enseignement supérieur, Geneviève Fioraso, ont signé le 25 février ce protocole avec la conférence des présidents des universités (CPU), les représentants des Missions Locales (CNML et UNML), Pôle Emploi et l'APEC (...) Ce protocole a pour objectif de permettre aux étudiants de mieux anticiper leur insertion professionnelle dès leur formation, **de leur donner les outils nécessaires pour prospecter efficacement les employeurs (...)**

Horizon 2030, les métiers sur orbite (Le Monde 13/02/2014) Le marché de l'emploi va continuer de se tertiariser et de se polariser entre des emplois très qualifiés et des emplois peu qualifiés (dixit Commissariat général à la stratégie et la prospective) En Europe comme aux Etats-Unis, on constate une demande de personnel d'encadrement et de nouveaux métiers à fort contenu cognitif émergent, du fait de l'importance que prend l'innovation. (...) Sur les 1,5 million d'emplois supplémentaires attendus d'ici à 2020, plus de 550 000 seront des emplois de cadres, selon la Dares. A l'autre pôle, 260 000 emplois créés seront des postes d'employés peu qualifiés (aides à domicile, d'assistantes maternelles et d'employés de l'hôtellerie-restauration) **5 secteurs porteurs pourvoyeurs d'emplois : services aux entreprises avec 352 000 créations nettes d'emplois. Santé et aide à domicile 280 000, Recherche et développement 81 000 postes, activités**

Informatiques 80 000 postes et Hébergement et restauration 70 000 postes (...)

Assurance-chômage : un accord au forceps crée des droits « rechargeables » (Les échos 24/03/2014) Recharge de droits, mode d'emploi. C'est la principale innovation du texte et un pas de plus vers une flexisécurité à la française : les droits rechargeables visent à mieux inciter les chômeurs à reprendre un emploi, même court ou à faible salaire, plutôt qu'à rester au chômage. Pour cela, le dispositif leur assure qu'ils n'y seront pas perdants au moment de leurs réinscriptions, ce que les règles actuelles, assez complexes, ne garantissaient pas toujours. Le nouveau dispositif se veut plus simple et plus lisible : « Plus une personne travaille, plus elle accumule des droits à l'assurance-chômage », (...) Une personne s'inscrivant une première fois au chômage dispose alors d'un premier capital de droits (montant de l'allocation et durée d'indemnisation). Quand elle arrivera à la fin de ces droits, ceux-ci seront « rechargés » si elle a entre-temps retravaillé au moins 150 heures (...). Ce nouveau capital est calculé selon les mêmes règles classiques que le premier (indemnités fonction du salaire touché durant les périodes concernées ...)

Pourquoi les entreprises relocalisent en France (Le Figaro 25/03/2014) Elles veulent améliorer la logistique, la qualité des produits et leur image, selon une étude menée par la Direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services (...) Mais **Le mouvement de relocalisation reste pour l'instant « trop limité pour avoir des conséquences fortes sur l'emploi » (...)**

Tendances régionales : Secteurs - Investissements

Léger regain d'optimisme des entreprises (Ouest France - Pays de la Loire 06/02/2014) L'enquête de la Banque de France laisse entrevoir une petite reprise de l'activité en 2014. Pour autant, cela n'affectera pas sensiblement l'emploi (...) Il faut être un observateur attentif pour déceler en 2014 « une reprise modérée » de l'activité économique dans les Pays de la Loire, après le repli de 2013 qui a freiné les investissements des grandes entreprises. (...) mettant à rude épreuve la résistance du tissu économique régional et entraîné une hausse des défaillances des petites entreprises, en particulier dans le bâtiment. Baisse des investissements (...) l'industrie liée à la consommation connaît un fléchissement sensible en 2013, mais aussi la fabrication de matériels tournés vers l'automobile, en diminution de 12 %, et la construction navale(...). Paradoxalement, l'emploi a relativement mieux résisté dans les entreprises industrielles de moins de 200 salariés (...) des entreprises, « qui sont pourtant plus optimistes pour 2014, en particulier dans l'industrie et les services marchands ». Des efforts à faire à l'export (...) qui connaît un tout début de retournement. « Il y a des opportunités à saisir vers le Proche-Orient et l'Afrique, mais qui nécessitent il est vrai des outils et des moyens importants, plutôt à la portée de grands groupes. » Ce qui porte un peu à l'optimisme, c'est le niveau d'investissement qu'envisagent les entreprises. « Ce rebond est attendu dans la plupart des secteurs (...) » Les conséquences sur l'emploi restent pour autant contrastées : fléchissement dans la construction, stabilité dans l'industrie et légère augmentation dans le commerce et les services.

Dans les Pays de la Loire, l'industrie mécanique et des matériaux a du boulot. (Ouest France - Pays de la Loire 02/04/2014) À défaut de former des soudeurs, on va les chercher à l'étranger... Le métier souffrirait d'une mauvaise image, injustifiée aux yeux des industriels et des pouvoirs publics. Ils tentent de la changer. Nombre de métiers clés de l'industrie mécanique et des matériaux offrent d'intéressantes perspectives de recrutement (...) Revers de la médaille, alors que certains secteurs sont « en tension », les courbes des effectifs scolaires et de l'apprentissage piquent du nez de manière étonnante, comme le prouve un panorama réalisé par l'Observatoire régional des compétences industrielles (Orci). Près de 4 000 jeunes étaient formés chaque année en métallurgie et mécanique dans les années 2000. Moins de 2 000 aujourd'hui (...) pour les formations de soudeurs notamment. « Il n'y a plus de formation initiale depuis 1989 », confirme Christophe Clergeau, vice-président de la Région. Faute de bras directement disponibles, on organise des stages pour des demandeurs d'emploi. Et quand cela ne suffit pas (...) on fait venir des bataillons de Pologne ou d'Inde. « La conséquence d'une mauvaise image », estime Isabelle Enfrin, présidente de l'Union des industries métallurgiques et minières des Pays de la Loire (...) La création d'une Manufacturing Academy à Bouguenais, pourrait changer cette mauvaise image (...) « Des CAP et des BTS peuvent être amenés à travailler ensemble, ce qui est très motivant », fait valoir Stéphane Cassereau, directeur général de l'IRT Jules-Verne. Ouverture prévue en 2017.

Actus locales : Les projets - Les secteurs qui recrutent

Loire-Atlantique - Les cadres ne désespèrent pas de l'économie (Ouest France – Loire Atlantique 20/02/2014)

La CFE-CGC (Confédération française de l'encadrement-Confédération générale des cadres) juge la situation économique du département contrastée et prône le compromis dans l'entreprise. Xavier Dahéron, son vice-président, juge la situation moins alarmante qu'il n'y paraît : « Le taux de chômage du département reste en dessous de la barre des 10 %, par rapport au taux national... » Certes, l'effet de levier d'Airbus contraste avec la descente aux enfers d'Alcatel-Lucent ou des librairies Chapitre à Nantes. Mais «on continue d'embaucher dans l'aéronautique et dans la métallurgie... » STX est, pour l'heure, tiré d'affaire, grâce à un accord paraphé par la CFE-CGC, la CFDT et, au final, FO (...). « Dans le secteur des banques, la tendance est à la contraction des effectifs et à l'évolution des profils de recrutement... » La CFE-CGC note : « On embauche aujourd'hui davantage de bacs plus 5, voire des ingénieurs, au détriment des bacs plus 2 et a fortiori des promotions en interne... » Elle a alerté les entreprises sur la progression de ce phénomène et sur l'importance de la formation professionnelle. Pour les cadres, les raisons d'espérer résident dans « les initiatives locales qui préparent l'avenir », comme la recherche et développement dont l'IRT Jules-Verne (Institut de recherche technologique) est l'emblème. La CFE-CGC s'appuie encore sur le pacte de responsabilité sociale et propose « une cotisation sociale assise sur la consommation, pour être reversée au budget social ». En contrepartie d'une baisse des charges, les entreprises doivent offrir des garanties « en matière d'emploi, de salaires et de dialogue social... » L'encadrement trinque aussi. « On le met sous pression », d'où la souffrance au travail et une augmentation du burn out (épuiement total) (...).

Nantes - Un site unique pour l'emploi (Presse Océan 21/03/2014)

Le pôle Daniel Asseray vient d'ouvrir ses portes aux Dervallières. Cette structure regroupe sur un même lieu tous les professionnels de l'emploi. La CAF doit s'y implanter en mai.

Ouvert depuis le lundi 10 mars le pôle Daniel Asseray ne manque pas d'atout pour attirer à lui ceux en quête d'un job ou d'une formation. « Le bâtiment est fonctionnel et confortable (...) va nous permettre d'organiser des réunions d'informations ou des ateliers », Annaïg Legoux, responsable communication de la maison de l'emploi. L'originalité du lieu réside aussi dans le fait qu'il regroupe divers services en lien avec l'emploi et la formation. De quoi créer un effet de synergie entre les professionnels. « C'est vraiment innovant. On va se connaître beaucoup mieux et pouvoir échanger plus facilement », une organisation qui profite aussi à l'usager. « On est dans une logique de guichet unique car tous les interlocuteurs complémentaires se trouvent à proximité »

Bouguenais - Académie du manufacturing : l'État soutient (Ouest France - Loire-Atlantique 06/03/2014) 12,1 millions d'euros sont débloqués pour créer cet institut de formation en alternance aux métiers de l'industrie de demain.

Michel Sapin, ministre du Travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et Louis Gallois, commissaire général à l'Investissement, viennent d'annoncer le soutien de l'État au projet d'Académie Jules-Verne du manufacturing, à hauteur de 12,1 millions d'euros, à travers le Programme des investissements d'avenir (Pia). (...) A Bouguenais, de nouveaux bâtiments vont sortir de terre pour héberger et former aux métiers industriels de demain des jeunes en alternance, du CAP jusqu'au doctorat. Cette Académie Jules-Verne du manufacturing accueillera 250 étudiants dans une première étape et 500 à terme(...) L'IRT Jules-Verne en est l'un des projets phare et est en train de devenir un campus technologique d'envergure internationale (...)

Le Technocampus veut associer les PME (Les Echos 03/04/2014).

Le centre de recherche appliqué définit de nouveaux modes de production. La région s'efforce d'y associer davantage les PME. Ouvert en 2008, en banlieue nantaise, sous maîtrise d'ouvrage de la région des Pays de la Loire, le Technocampus EMC² s'est vite rempli. Plus de 300 chercheurs, ingénieurs et techniciens (...)

Le gros des bataillons de ces chercheurs provient d'Airbus, du Cetim, de Daher, du pôle de compétitivité EMC² et de l'IRT Jules-Verne. « L'enjeu, c'est d'associer davantage les PME », note Jany Guéret, qui administre les lieux pour la collectivité. Mais il n'est pas si facile de se faire une place auprès du géant Airbus. Un groupement d'intérêt économique nommé Albatros regroupe cependant une poignée de PME. « Le Technocampus permet à des PME de faire réaliser des prestations, ou des prototypes, d'utiliser des moyens technologiques onéreux à la demi-journée ». L'autre entrée pour les petites entreprises, c'est de s'associer aux projets collaboratifs d'EMC² (...)

Artisans, Côté cour (Presse Océan 19/03/2014) La cour artisanale « le Galilée » a ouvert ses portes aux créateurs d'entreprises à la Harlière (...) Le projet permet à des entreprises de louer des surfaces modulaires à usage d'artisanat à partir de 50m². Les loyers sont de 70 euros du m² sur la partie atelier et 120 euros du m² sur la partie tertiaire sachant que les locaux peuvent coupés entre eux. La cour artisanale s'inscrit dans le cadre d'un programme subventionné par l'ANRU. (...) Le site accueille à ce jour 15 entreprises et 150 salariés. 605 m² en ateliers et 358 m² en bureaux restent à louer.

Les sorinières. Ressort et initiative Nantes. Un partenariat signé (Presse Océan 21/03/2014) Créée en 2007, L'association Ressort a pour but de rassembler les entreprises des Sorinières et des communes limitrophes afin de favoriser la communication entre elles et avec les municipalités. Initiative Nantes, grâce à ses outils financiers, à son accompagnement et à l'aide de tous ses partenaires publics et privés, contribue chaque année à plus de 150 créations ou reprises d'entreprises. Ces deux associations ont signé une convention (...). Ressort s'engage à recevoir les porteurs de projets, les chefs d'entreprises âgées de 2 à 5 ans ayant un projet de croissance se traduisant par l'embauche en contrat à durée indéterminée (...) Ressort orientera les porteurs de projets vers la plateforme initiative Nantes dès que ceux-ci arrivent au stade du financement.